

Le 27 mai 2010

Commentaires sur les résultats semestriels

Depuis fin 2008, le Groupe Lafuma a engagé une réorganisation stratégique et fonctionnelle dans un contexte général défavorable de crises économique et financière.

Cette réorganisation se décompose en trois étapes :

- une restructuration financière avec la signature d'un protocole d'accord avec les banques du Groupe, une augmentation de capital et des cessions d'actifs. Réalisée au cours de l'exercice 2009, cette étape est pratiquement achevée.
- Un plan de réorganisation interne afin de retrouver une rentabilité d'exploitation et réduire les capitaux employés. Cette étape est en cours.
- Une relance de la dynamique commerciale de chaque marque dans le but de retrouver une croissance rentable en France comme à l'international. Ce repositionnement avance et devrait faire sentir ses premiers effets à compter de l'hiver 2010.

Malgré la baisse de chiffre d'affaires, les comptes du premier semestre 2010 sont particulièrement encourageants en mettant en évidence :

- un retour à une performance d'exploitation positive,
- une nette réduction du besoin en fonds de roulement,
- et une diminution sensible de la dette financière.

Un chiffre d'affaire semestriel au 31 mars 2010 en baisse de 6,5 %

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Lafuma est en baisse de 6,5 % sur le premier semestre de l'exercice 2010. A change constant, la baisse s'établit à 5,7 %.

En revanche à change et activité constante (il n'y a pas de variation de périmètre sur le semestre), la baisse est alors réduite à 4,1 %.

Par activité constante, nous entendons à nombre de magasins constants, c'est-à-dire en excluant sur 2009 l'activité de MSA, partenaire d'Oxbow qui a été cédé à un groupement, et hors royalties Corée, les marques Lafuma, Millet et Eider ayant été cédées dans ce pays au cours de l'exercice précédent. Ces royalties s'élevaient à 0,9 million d'euros sur le premier semestre 2009.

Plus généralement, la réduction du chiffre d'affaires appelle les commentaires suivants :

- la baisse d'activité était anticipée et annoncée. Elle correspond aux commandes passées l'été dernier dans un environnement conjoncturel déprimé avec baisse de la consommation textile.
- Le groupe résiste mieux dans les zones géographiques où il est bien implanté tant pour des raisons de choix stratégique que pour des raisons liées à sa faible part de marché dans certains pays qui l'expose plus facilement à des déréférencements
- Une partie de la baisse d'activité correspond à une volonté de recentrage, que ce soit des recentrages produits, pays et clients.

Commentaires par pôles

Activité par pôle				
	en millions d'euros	S1 08/09	S1 09/10	variation
Pôle Grand Outdoor - Lafuma		47,4	42,0	- 11,5 %
Pôle Country - Le Chameau		12,3	9,9	- 19,9 %
Pôle Surf – Oxbow		33,0	31,8	- 3,6 %
Pôle Montagne - Millet, Eider		36,9	37,6	+ 2,0 %
Groupe Lafuma		129,6	121,3	- 6,5 %

Le pôle Grand Outdoor poursuit sa réorganisation qui passe par un réaménagement de sa clientèle.

L'activité d'Ober baisse de 30 % suite à la perte de ses deux principaux clients qui l'amène à renouveler sa clientèle en privilégiant la grande distribution au détriment des boutiques spécialisées.

L'activité outdoor Lafuma baisse de 12 % en raison de la faiblesse du chiffre d'affaires textile et du quasi-arrêt de l'activité marchés spéciaux (2,0 millions d'euros de chiffre d'affaires), peu rentable. Cette activité est en reconstruction sur de nouvelles bases.

En revanche, le département mobilier retrouve la croissance avec une progression de plus de 13 % sur le premier semestre.

La tendance globale du pôle Grand Outdoor devrait néanmoins rester négative sur l'exercice.

La baisse du pôle country est due à plusieurs éléments :

- Un effet de base sur le T1 2009 lié à des livraisons tardives en raison du démarrage de l'unité marocaine.

- Une forte baisse de l'activité sur l'Angleterre (-35 %) en raison de la faiblesse de la livre sterling et de la réorganisation de notre partenaire distributeur

- Des lancements produits avec constitution de stocks de base chez les clients au cours de l'exercice 2009 alors qu'il n'y en a pas eu sur le premier semestre 2010

Sur l'ensemble de l'exercice, la baisse d'activité devrait plutôt se situer autour de 10 %.

Le pôle Surf a semble-t-il touché un plus bas avec la saison été 10 et constate une stabilisation de son carnet de commandes pour l'hiver 2010 si bien que le chiffre d'affaires du pôle Surf devrait être proche de l'équilibre sur l'exercice.

Le pôle Montagne est le pôle le plus dynamique grâce à une bonne activité en France et le retour d'Eider à la croissance avec une hausse de 5 %. Les commandes hiver sont bien orientées, on note le retour de la marque Eider à l'international.

Activité par zone géographique

Activité par zone géographique			
en millions d'euros	S1 08/09	S1 09/10	variation
France	77,2	74,4	- 3,7 %
International	52,4	46,9	- 10,5 %
Groupe Lafuma	129,6	121,3	- 6,5 %

En ce qui concerne la répartition de l'activité par zone :

- la résistance de la France se confirme avec -3,7 %,
- les pays européens sont en progression sauf l'Allemagne stable et le Royaume-Uni en forte baisse notamment sur Le Chameau,
- En Asie il convient de distinguer le Japon, en progression (mais moins forte que l'an passé), de l'activité Hong Kong où le wholesale export est amputé d'une partie de son chiffre réalisé avec les franchisés Corée « pour compte » (activité à faible marge) alors que le retail est marqué par la fermeture programmée des magasins Oxbow. Enfin l'activité chinoise est actuellement perturbée par la constitution d'une nouvelle joint-venture avec le groupe coréen LG. Cet accord offre cependant un potentiel de développement rapide en associant la marque Lafuma à la notoriété grandissante en Chine avec un groupe asiatique déjà bien implanté dans le pays.
- Dans les autres zones, l'activité diminue dans les pays à faible présence alors que la filiale américaine progresse fortement.

Commentaires par circuits de distribution

Activité par circuits distribution			
en millions d'euros	S1 08/09	S1 08/09	variation
Wholesale	107,2	97,1	- 9,4 %
Retail	22,4	24,2	+ 7,7 %
Groupe Lafuma	129,6	121,3	- 6,5 %

L'activité retail franchit la barre symbolique de 20 % du chiffre d'affaires sur le semestre avec une progression de 7,7 % et même de 10 % à magasins constants.

Cette performance se retrouve principalement le commerce internet et les outlets alors que l'activité boutique à magasins constants se maintient malgré une base de comparaison élevée.

En revanche, l'activité wholesale qui reste dominante dans la répartition du chiffre d'affaires du Groupe reste encore fortement négative compte tenu d'une présence encore insuffisante dans les régions où l'activité économique est la plus dynamique.

Un redressement sensible des performances d'exploitation malgré la baisse d'activité

Groupe LAFUMA (millions d'euros)	31/03/2009	31/03/2010
Chiffre d'affaires	129.6	121,3
Marge Brute	68.7	63,8
Résultat opérationnel courant	(3.1)	1,0
Résultat opérationnel	0.4	0,9
Coût de l'endettement financier net	(3.4)	(2,5)
Résultat net, part du groupe	(3.2)	(0,8)

Après 15 mois d'une politique intense de réduction des frais d'exploitation et de maîtrise des stocks, les comptes semestriels du Groupe présentent au 31 mars 2010 une nette amélioration des performances d'exploitation par rapport à ceux de 2009, en dépit de la baisse d'activité.

Le taux de marge brute reste encore pénalisé par les actions de déstockage menées par Oxbow, Ober et la filiale américaine. A l'inverse, les marques Lafuma et Eider n'ont plus d'opérations de déstockage à réaliser.

Par ailleurs, l'évolution défavorable de l'euro par rapport au dollar depuis le début de l'année se traduit par une réduction des profits de change.

Le tableau ci-dessous montre l'incidence de ces éléments sur le taux de marge brut et par conséquent le potentiel d'amélioration de marge sur l'exercice suivant avec la fin des opérations de déstockage.

En milliers d'euros	2010	Profits de change	Incidence déstockages	Frais généraux	2010 retraité	2009 retraité
Chiffre d'affaires	121,3		(3,3)		118,0	126,0
Achats consommés	(57,5)	(1,6)	3,2	0,5	(55,4)	(60,0)
Marge brute	63,8	(1,6)	(0,1)	0,5	62,6	66,0
Taux de marge	52,6 %				53,1 %	52,3 %

On constate un potentiel d'amélioration de marge de 0,5 % alors que le taux de marge brute s'est amélioré de 0,8 % par rapport au semestre précédent par une amélioration du mix-produits.

La réduction des charges est la caractéristique principale de l'analyse des comptes au 31 mars 2010. Alors que ce mouvement de baisse des charges était occulté sur l'exercice précédent par les frais exceptionnels lié aux différentes réorganisations, celui-ci apparaît clairement sur les comptes du premier semestre notamment au niveau des charges externes qui baissent de 5,8 millions d'euros (-17 %)

L'ensemble des postes de charges externes sont concernés montrant l'efficacité de la réorganisation effectuée depuis un an.

En partant de l'analyse des comptes analytiques, on peut mettre en évidence deux améliorations distinctes :

- en premier lieu une légère amélioration de la marge sur coûts variables, preuve d'une meilleure efficacité des organisations logistiques et commerciales,
- et en second lieu une forte réduction des charges fixes qui permet au Groupe d'abaisser son point mort.

Comptes au 31 mars	2009	2010
Chiffre d'affaires	129,6	121,3
Marge sur coûts variables	55,1	53,3
<i>Taux de marge</i>	42,5 %	44,0 %
Frais d'exploitation	(56,3)	(51,2)
Résultat d'exploitation	- 1,2	2,1
Cessions marques Corée	5,4	
Éléments exceptionnels	(3,1)	(1,2)
Participation	0,7	
Résultat opérationnel	0,4	0,9

Au total, le Groupe affiche un résultat opérationnel courant positif de 1,0 million d'euros alors qu'il accusait une perte de 3,0 millions d'euros au premier semestre de l'exercice précédent.

Le résultat opérationnel quant à lui progresse à 0,9 million d'euros. Rappelons que sur le premier semestre 2009, le Groupe avait déjà réalisé la cession de la marque Millet en Corée et réalisé une plus-value nette de participation des salariés de 4,7 millions d'euros.

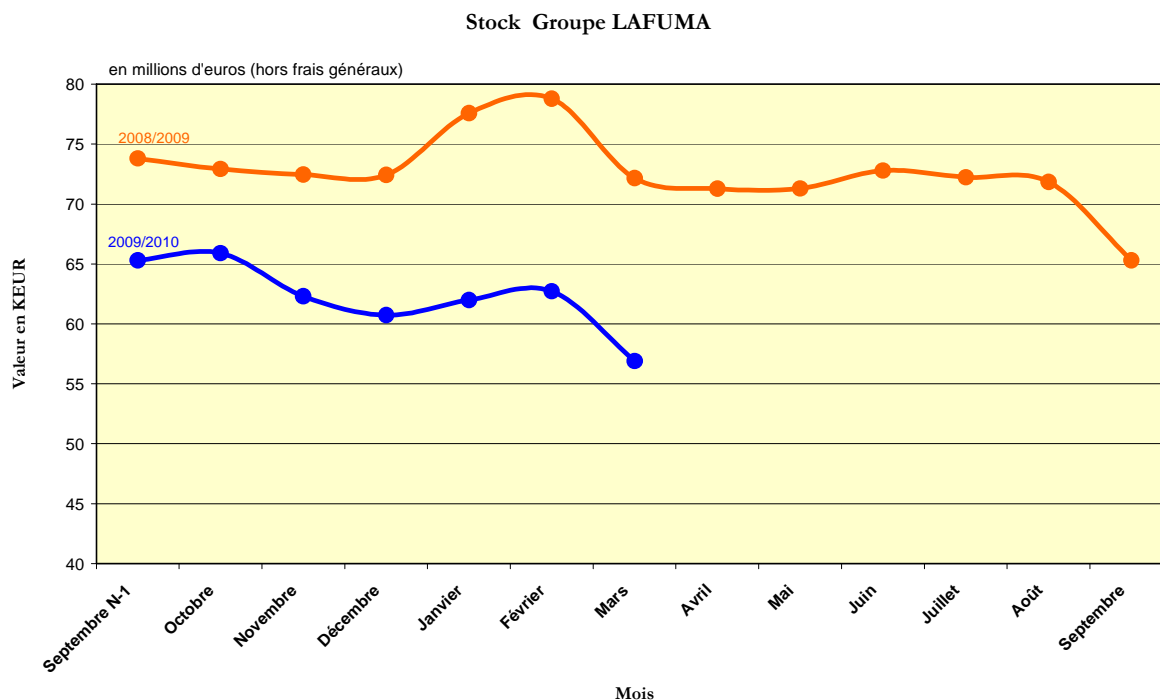
Par ailleurs, la forte réduction de l'endettement se traduit par une réduction des frais financiers qui s'élève à 2,5 millions d'euros sur le semestre contre 3,4 millions d'euros pour la même période de l'exercice précédent.

Le Groupe affiche en définitive une perte nette de 0,7 million d'euros contre un déficit de 3,2 millions d'euros au premier semestre 2009.

Une baisse significative du besoin en fonds de roulement et de l'endettement

Au cours du premier semestre de l'exercice, le Groupe a poursuivi le mouvement de réduction des stocks et les efforts en matière de maîtrise du besoin en fonds de roulement.

Grâce à ces actions, les stocks diminuent de 17,8 millions d'euros par rapport au premier semestre de l'exercice précédent.

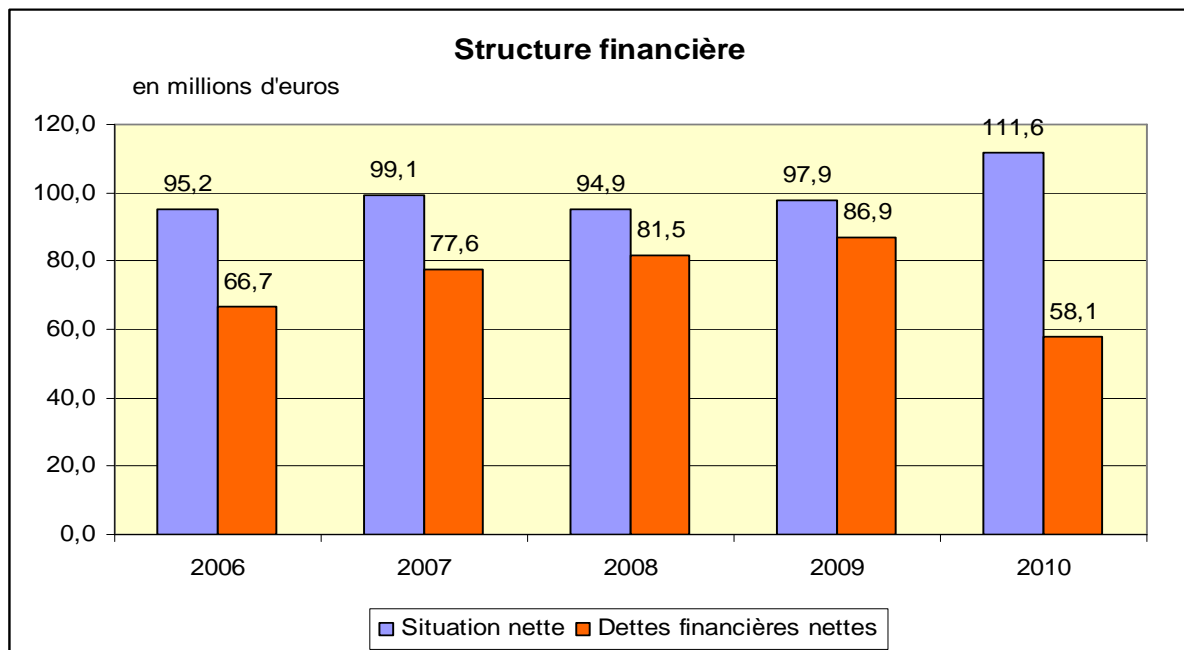


Le besoin en fonds de roulement est en réduction de 11,6 millions d'euros malgré la baisse du crédit fournisseurs en raison de l'application de la loi LME et surtout malgré la déconsolidation au 31 mars 2009 du poste clients financé par affacturage pour 12,2 millions d'euros.

Dans le même temps, la capacité d'autofinancement redevient positive pour atteindre 4,4 millions d'euros. Le tableau de flux financiers met ainsi en évidence un excédent de trésorerie de 16,6 millions d'euros qui assure sans difficulté le financement des investissements, il est vrai fortement réduits, et le remboursement des échéances bancaires.

La trésorerie s'améliore même de 7,6 millions d'euros et contribue à la réduction de l'endettement.

En conséquence la tendance à la réduction de l'endettement amorcée en septembre s'accélère sur le semestre avec une dette financière nette qui représente désormais à peine la moitié des fonds propres (ratio Fonds Propres/Dette Financière Nette de 52 %).



Cette situation marque une étape importante dans le redressement du Groupe en réduisant les contraintes liées à son endettement et en simplifiant les relations avec les banques créancières. En effet, compte tenu de l'amélioration de la trésorerie, du retour à une capacité d'autofinancement positive et de la réduction du besoin en fonds de roulement qui se poursuivent sur le second semestre, le Groupe n'aura aucune difficulté pour assurer le paiement de ses échéances d'emprunts sur la période (environ 6 millions d'euros).

D'ailleurs, les banques en ont pris acte et accepté de renouveler l'ensemble des lignes de crédit à court terme qui, dans le cadre du protocole d'accord d'avril 2009, étaient prévues à l'échéance du mois de juin 2010.

Transactions entre parties liées

Il n'y a eu aucune transaction significative réalisée entre parties liées au cours de ce semestre. Un état des transactions entre parties liées est disponible dans le document de référence 2009.

Conclusion et principaux risques et incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Après plus d'un an d'actions de réorganisation, les comptes du premier semestre marquent le net redressement des performances grâce à une bonne maîtrise des charges, une réduction des stocks et une diminution significative de l'endettement.

Cette amélioration marque une étape encore insuffisante, le résultat net restant légèrement déficitaire.

Sur l'ensemble de l'exercice, la tendance devrait se poursuivre et s'amplifier avec une amélioration encore plus significative des performances d'exploitation qui bénéficiera notamment des effets des dernières actions de réorganisation et de la fin des opérations de déstockage à grande échelle.

Sur le plan financier, le Groupe doit encore respecter les covenants à la fin de l'exercice et notamment le ratio de levier (Dette Financière nette/ Ebitda) qui doit être inférieur à 4,5 ans.

Au 31 mars, l'Ebitda calculé selon la formule contractuelle s'établit à 5,0 millions d'euros. Sachant que le second semestre d'activité dégage une performance supérieure au premier semestre et que la tendance à la réduction de la dette se poursuit, le Groupe reste néanmoins confiant dans l'atteinte de l'objectif contractuel.

Dans le même temps, le Groupe se repositionne sur le plan commercial afin de relancer le chiffre d'affaires et de bénéficier d'un retournement de la conjoncture.

Des signes d'amélioration sont déjà tangibles aux Etats-Unis et les activités en Asie devraient aussi retrouver la croissance après le repositionnement du Groupe en Chine et au Japon.

En Europe, la bonne orientation de l'activité mobilier sur l'été 2010 marque une inversion de tendance. Cette inversion se retrouve pour partie sur les commandes de l'hiver 2010/2011 de certains pôles : les marques du pôle Montagne (Millet, Eider) sont en progression alors que les pôles surf (Oxbow) et Le Chameau arrivent à stabiliser leur activité. En revanche, le pôle Grand Outdoor (Lafuma, Ober) n'a pas terminé sa réorganisation et accuse toujours une baisse d'activité sur la saison prochaine avant de rebondir à compter de l'été 2011.

LAFUMA

Société Anonyme

ANNEYRON

26140 SAINT-RAMBERT D'ALBON

**Rapport des Commissaires aux Comptes
sur l'information financière semestrielle 2010**

GRANT THORNTON
42 avenue Georges Pompidou
69003 LYON

DELOITTE & ASSOCIES
81 boulevard de Stalingrad
69100 VILLEURBANNE

LAFUMA

Société Anonyme

ANNEYRON
26140 SAINT-RAMBERT D'ALBON

Rapport des Commissaires aux Comptes sur l'information financière semestrielle 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société LAFUMA, relatifs à la période du 1er octobre 2009 au 31 mars 2010, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration, dans un contexte de forte volatilité des marchés, de crise économique et financière caractérisé par une difficulté certaine à appréhender les perspectives d'avenir qui prévalait déjà à la clôture de l'exercice au 30 septembre 2009, comme décrit dans le paragraphe 2.3 de l'annexe. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

I. CONCLUSION SUR LES COMPTES

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 -norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne- relative à l'information financière intermédiaire.

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur la note 2.2 "Nouvelles normes et interprétations IFRS" qui expose les changements de méthodes comptables résultant de l'application, à compter du 1er octobre 2009, de nouvelles normes et interprétations.

II. VERIFICATION SPECIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Lyon et Villeurbanne, le 4 juin 2010

Les Commissaires aux Comptes

GRANT THORNTON

Membre français de Grant Thornton International



François PONS

DELOITTE & ASSOCIES



Olivier ROSIER

Bilan consolidé

(Montants exprimés en milliers d'euros)

(Montants exprimés en milliers d'euros)

Actif	Notes	2010	2009
		Au 31.03	Au 30.09
- Ecart d'acquisition		23 858	23 858
- Immobilisations incorporelles	8.2	47 351	47 710
- Immobilisations corporelles	8.3	26 043	27 092
- Autres actifs financiers non courants		3 869	3 494
- Participations dans les entreprises associées		0	0
- Actifs d'impôt différé		53	36
- Autres actifs non courants		845	1 227
Actifs non courants		102 019	103 417
- Stocks et en cours	9.1	59 890	72 232
- Créances clients	9.2	58 979	68 001
- Actifs d'impôt exigible		810	2 129
- Créances fiscales et sociales		5 894	6 994
- Autres créances et actifs courants		9 389	11 855
- Trésorerie et équivalents de trésorerie	11.1	10 545	10 309
Actifs courants		145 507	171 520
Total actif		247 526	274 937

Passif	Notes	2010	2009
		Au 31.03	Au 30.09
- Capital social		27 816	27 816
- Primes		42 813	42 813
- Réserves consolidées		42 692	39 949
- Ecart de conversion		-1 380	-1 832
- Résultat de l'exercice		-780	1 656
Capitaux propres - part du groupe		111 161	110 402
- Intérêts minoritaires		841	745
Total capitaux propres		112 002	111 147
- Provisions pour risques et charges - part à long terme	10	2 944	2 833
- Dettes financières à long terme	11.1	36 783	44 067
- Passifs d'impôt différé		6 647	6 422
- Autres passifs non courants		1 931	1 963
Passifs non courants		48 305	55 285
- Provisions pour risques et charges - part à court terme	10	2 103	2 868
- Dettes financières - part à court terme	11.1	31 814	37 138
- Dettes fournisseurs		28 037	35 571
- Passifs d'impôt exigible		65	625
- Dettes fiscales et sociales		16 896	22 061
- Autres dettes et passifs courants		8 304	10 242
Passifs courants		87 219	108 505
Total passif		247 526	274 937

Compte de résultat consolidé

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	Notes	2010 6 mois	2009 6 mois
- Produits des activités ordinaires		121 274	129 659
- Achats consommés		-57 460	-60 940
- Autres achats et charges externes		-28 220	-34 011
- Charges de personnel		-28 320	-30 277
- Impôts et taxes		-1 847	-2 200
- Dotations aux amortissements		-3 546	-3 773
- Dotations aux provisions		-17	-1 073
- Autres produits et charges d'exploitation		-837	-459
Résultat opérationnel courant		1 027	-3 074
- Autres produits et charges opérationnels	5.1	-136	3 493
Résultat opérationnel		891	419
- Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie		1	14
- Coût de l'endettement financier brut		-2 480	-3 371
Coût de l'endettement financier net	11.2	-2 479	-3 357
- Autres produits et charges financiers		653	-588
- Quote part du résultat net des entreprises associées			-524
Résultat avant impôts		-935	-4 050
- Impôts sur les résultats	6	163	858
Résultat net		-772	-3 192
- Part revenant aux minoritaires		8	14
Résultat net (part du groupe)		-780	-3 206
- Résultat net par action (part du groupe) (en euros)	7	-0,22	-1,48
- Résultat net dilué par action (part du groupe) (en euros)	7	-0,22	-1,48

Etat du résultat global consolidé

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	2010 6 mois	2009 6 mois
Résultat net de la période	-772	-3 192
Juste valeur sur instruments dérivés	1 549	-1 215
Ecart actuariels sur engagements de retraite	81	412
Juste valeur options d'achat d'actions	3	23
Ecart de conversion	451	86
Impôts liés aux autres éléments du résultat global	-543	268
Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres	1 541	-426
Résultat global total	769	-3 618
Part revenant aux actionnaires de la société mère	761	-3 632
Part revenant aux minoritaires	8	14

Tableau des flux de trésorerie consolidés

(Montants exprimés en milliers d'euros)

	2010 6 mois	2009 6 mois
Résultat net consolidé	-772	-3 192
Incidence des sociétés mises en équivalence	0	524
Dotations et reprises aux amortissements et provisions	2 971	2 883
Gains et pertes latents liés aux variations de juste valeur	-414	374
Résultats sur cession d'actif, subventions	274	-5 457
+/- charges et produits calculés liés aux stocks options	3	23
Autres prod. et charges sans incidence de trésorerie		
+ Coût de l'endettement financier net	2 479	3 357
+/- charge d'impôt (y compris impôts différés)	-163	-859
Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôts sur les résultats	4 378	-2 347
+/- Variation du BFR lié à l'activité	11 646	-1 058
- impôt versé	587	2 446
Flux net de trésorerie généré par l'activité	16 611	-959
- Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles financières	-2 484	-3 488
- Variation des autres actifs non courants	-122	-199
+ Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles financières	1 064 23	4 078
- Incidence des variations de périmètre	94	589
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 425	980
Augmentation de capital (y compris stock-options)		
Acquisition et ventes d'actions propres	-4	-15
Nouveaux emprunts		118
- Remboursements d'emprunts	-6 243	-1 780
- Intérêts financiers nets versés	-2 487	-3 357
- Dividendes distribués		
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-8 734	-5 034
Impact de la variation des taux de change	163	-272
Variation de la trésorerie nette	6 615	-5 285
Augmentation ou diminution de la trésorerie		
Trésorerie en début d'exercice	-15 129	-22 609
Trésorerie en fin d'exercice	-8 514	-27 894
Variation de la trésorerie nette	6 615	-5 285

Le détail de la trésorerie en début et fin d'exercice se trouve en note 12.1.

Variation des capitaux propres consolidés et des intérêts minoritaires

(montants exprimés en milliers d'€)

	Capital	Primes	Titres d'auto-contrôle	Réserves et résultats consolidés	Capitaux propres part groupe	Intérêts minoritaires	Total capitaux propres
Au 30 sept. 2009	27 816	42 813	-46	39 819	110 402	745	111 147
Changements de méthode (IAS 32 & 39)					0		0
Opérations sur capital					0		0
Opérations sur titres d'auto-contrôle			-8	4	-4		-4
Dividendes versés					0		0
Résultat global				761	761	8	769
Variation de périmètre				2	2	89	91
Autres variations					0	-1	-1
Au 31 mars 2010	27 816	42 813	-54	40 586	111 161	841	112 002

Notes annexes aux comptes consolidés

1. PRÉSENTATION DU GROUPE ET FAITS MARQUANTS

1.1. Présentation du Groupe

Créé en 1930, le Groupe Lafuma conçoit, fabrique et commercialise différentes gammes de produits destinés à la pratique des activités de plein air.

Les produits concernent l'équipement de la personne (vêtements, chaussures) et le matériel (sacs, sacs de couchage, tentes, cordes, mobilier de jardin et de camping). Les principales marques de diffusion sont Lafuma, Millet, Le Chameau, Oxbow et Eider.

Les comptes consolidés du Groupe ont été arrêtés par le conseil d'administration du 27 mai 2010.

Les chiffres figurant dans les tableaux sont exprimés en milliers d'euros (sauf indication contraire)

1.2. Faits marquants

Il n'existe pas de fait marquant susceptible de remettre en cause la pertinence des comptes arrêtés au premier semestre 2009/2010.

Du fait de la saisonnalité de l'activité du Groupe, les résultats semestriels ne sont pas nécessairement représentatifs de l'activité qui sera constatée en fin d'exercice.

2. RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1. Référentiel

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés arrêtés au 31 mars 2010 ont été établis conformément à la norme IAS 34, "Information financière intermédiaire". Ils ne comportent pas l'intégralité des informations financières requises pour des états financiers annuels complets et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés de l'exercice clos le 30 septembre 2009 inclus dans le document de référence enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (AMF) le 11 février 2010 sous le n° D10-0043.

Les principes et méthodes comptables appliqués par le Groupe dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés sont identiques à ceux utilisés dans les états financiers consolidés annuels de l'exercice clos le 30 septembre 2009, à l'exception des normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et applicables à partir de l'exercice 2009-2010. Celles-ci n'ont pas eu d'impact sur les comptes intermédiaires résumés du Groupe.

Les normes et interprétations retenues pour l'élaboration des comptes consolidés au 31 mars 2010 et des comptes comparatifs 2009 sont celles publiées au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) avant le 31 mars 2010 et qui sont d'application obligatoire à cette date. Ce référentiel est disponible sur le site de la Commission Européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/acounting/ias_fr).

Conformément à la norme IAS 34, la charge d'impôts sur le résultat est comptabilisée dans les comptes consolidés semestriels sur la base de la meilleure estimation du taux d'impôt annuel moyen pondéré attendu pour l'ensemble de l'exercice.

2.2. Nouvelles normes et interprétations IFRS

Les textes applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} octobre 2009 et qui ont un impact sur les états financiers consolidés du Groupe sont :

- l'amendement de la norme IAS 1 – Présentation des états financiers,
- la norme IFRS 8 – Secteurs opérationnels,
- la norme IAS 27 révisée - Etats financiers consolidés et individuels,
- la norme IFRS 3 révisée - Regroupement d'entreprises.

L'application de la révision d'IAS 1 a un impact en termes de présentation des états financiers sur l'ensemble des périodes présentées. Dans le cadre de cette révision, le Groupe a pris pour option de compléter le compte de résultat par un « Etat du résultat global consolidé » qui regroupe le résultat de l'exercice et les autres éléments du résultat après impôt enregistrés directement en capitaux propres. Ces éléments étaient auparavant présentés dans un « Etat des profits et pertes comptabilisés directement en capitaux propres ».

La norme IFRS 8 se substitue à la norme IAS 14 – Information sectorielle.

Depuis le 1^{er} octobre 2009, le Groupe identifie et présente des secteurs opérationnels basés sur l'information transmise en interne au conseil d'administration.

L'information sectorielle comparative a été retraitée en conformité avec les modalités d'application d'IFRS 8. Ce changement de méthode comptable n'affecte que la présentation et le contenu des informations à fournir en annexe et n'a ainsi aucun impact sur les résultats.

Les secteurs présentés sont des secteurs opérationnels ou des regroupements de secteurs opérationnels similaires. Un secteur opérationnel est une composante du Groupe qui se livre à des activités dont elle est susceptible de retirer des revenus ou supporter des charges, y compris des revenus et des charges liées aux transactions avec d'autres composantes du Groupe.

L'application d'IFRS 8 ne s'est pas traduite par la modification des secteurs auparavant présentés, à savoir les pôles :

- Grand Outdoor
- Montagne
- Country
- Surf

Le résultat opérationnel de chaque secteur est régulièrement examiné par le Conseil d'administration afin de prendre des décisions quant aux ressources à affecter au secteur et d'évaluer ses performances. Des informations financières distinctes sont disponibles pour cette composante.

Les résultats sectoriels soumis au Conseil d'administration comportent les éléments directement attribuables au secteur ainsi que ceux qui peuvent lui être affectés sur une base raisonnable.

L'application des normes IAS 27 et IFRS 3 révisées n'a pas d'impact sur les états financiers du groupe.

Les autres normes, amendements aux normes existantes et les interprétations adoptés par l'Union européenne et qui sont entrés en vigueur au 1er octobre 2009 ne trouvent pas à s'appliquer ou n'ont pas eu d'incidence significative sur les comptes consolidés du Groupe.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes et interprétations dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice 2009-2010.

2.3. Recours à des estimations

La préparation des comptes consolidés en normes IFRS nécessite de recourir à des estimations et de formuler des hypothèses ayant un impact sur les états financiers. Ces dernières sont prises en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent. Les résultats réels peuvent de ce fait s'avérer différents des estimations initialement formulées.

La crise financière et économique accroît les difficultés d'évaluation et d'estimation de certains actifs et passifs, et les aléas sur les évolutions des activités. Les estimations faites par la direction ont été effectuées en fonction des éléments dont elle disposait à la date de clôture, après prise en compte des événements postérieurs à la clôture.

3. ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

3.1. Périmètre de consolidation

Les comptes consolidés du Groupe Lafuma au 31 mars 2010 regroupent les comptes de trente-et-une sociétés ; l'ensemble de ces sociétés sont consolidées en intégration globale.

3.2. Incidence de la variation de périmètre

Entre mars 2009 et mars 2010, la société LWA a changé de méthode d'intégration (intégration globale au lieu de mise en équivalence) et la société LLC a été cédée (intégration par mise en équivalence au 31.03.2009). Ces deux variations de périmètre n'ont pas d'impact significatif sur les comptes présentés.

4. INFORMATIONS SECTORIELLES

Informations par pôle d'activité

Désignations	Grand Outdoor		Montagne		Country		Surf		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Produits des activités ordinaires	41 965	47 438	37 643	36 915	9 858	12 300	31 808	33 006	121 274	129 659
Dotation aux amortissements	-1 535	-1 951	-798	-617	-323	-346	-890	-859	-3 546	-3 773
Résultat opérationnel courant	-1 760	-3 073	1 556	234	-368	-131	1 599	-104	1 027	-3 074
Résultat net	-2 166	-2 002	1 270	1 565	-462	-1 227	586	-1 528	-772	-3 192
	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09
Actifs non courants	17 914	18 599	16 241	15 637	7 068	7 458	60 796	61 723	102 019	103 417
Passifs courants et non courants	70 041	82 622	29 526	32 371	8 392	13 976	27 565	34 821	135 524	163 790
Effectifs	810	884	615	562	351	432	266	302	2 042	2 180

Informations par zone géographique

Désignations	France		Europe hors France		Asie		Amérique du Nord		Autres		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009	2010	2009
	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois	6 mois
Produits des activités ordinaires	73 901	77 201	29 645	31 238	12 413	15 440	3 048	2 791	2 267	2 989	121 274	129 659
	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09	Au 31.03	Au 30.09
Actifs non courants	91 651	93 318	3 618	3 576	2 564	2 428	973	873	3 213	3 222	102 019	103 417

5. RESULTAT OPERATIONNEL

5.1. Autres produits et charges opérationnels

Désignations	2010 6 mois	2009 6 mois
Produits et charges nets de cession	-138	4 925
Charges de restructuration	2	-1 058
Autres produits et charges opérationnels		-374
Total	-136	3 493

Au 31.03.2010, les autres produits et charges opérationnels sont essentiellement composés de la moins value nette constatée sur la vente de deux magasins Oxbow.

Au 31.03.2009, les produits nets de cession s'expliquaient par la plus-value nette constatée sur la vente de la marque Millet en Corée dont le prix de cession brut était de 5 800 K€.

6. IMPÔTS SUR LES RÉSULTATS

6.1. Impôts différés

Les soldes d'impôts différés au bilan sont les suivants :

Désignations	2010	2009
	Au 31.03	Au 30.09
Impôts différés actifs	53	36
Impôts différés passifs	6 640	6 422
Solde net d'impôt différé	-6 587	-6 386
Détail :		
Impôts différés sur différences temporaires	1 317	2 210
Impôts différés sur retraitements fiscaux et d'harmonisation	-619	-1 241
Impôts différés sur élimination des résultats internes	507	606
Impôts différés sur écarts de juste valeur des regroupements d'entreprise	-10 583	-10 591
Activation des reports déficitaires	1 949	1 136
Impôts différés sur autres retraitements	842	1 494

Les impôts différés sur écarts de juste valeur des regroupements d'entreprises incluent notamment les impôts différés calculés sur les évaluations des marques Oxbow et Eider.

6.2. Analyse de l'écart entre le taux légal en France et le taux effectif d'impôt du compte de résultat consolidé

Désignations	2010		2009	
	6 mois		6 mois	
Résultat avant impôts	-935		-4 050	
Quote part/résultat sociétés MEE	0		-524	
Résultat taxable	-935		-3 526	
Charge d'impôt théorique	312	33,33%	1 175	33,33%
Différences permanentes	-277	-29,63%	-198	-5,62%
Taux d'impôt différents	281	30,05%	260	7,37%
Déficits antérieurs activés sur l'exercice		0,00%		0,00%
Utilisation des déficits antérieurs non activés		0,00%		0,00%
Déficits de l'exercice non activés	-173	-18,50%	-893	-25,33%
Autres différences	20	2,14%	514	14,58%
Charge d'impôt effective	163	17,39%	858	24,34%

Les autres différences viennent essentiellement des divergences entre résultats comptables et fiscaux dans les différents pays.

7. RÉSULTAT PAR ACTION

Désignations	2010 6 mois	2009 6 mois
Nombre moyen pondéré :		
- nombre d'actions émises en début d'exercice	3 476 961	2 173 101
- nombre pondéré d'actions émises dans l'exercice :		
> paiement des dividendes en actions		
> exercice des BSA et des stocks options		
> exercice des ABSA		
> titres d'auto-contrôle	-4 235	-7 531
Nombre d'actions moyen pondéré avant dilution	3 472 726	2 165 571
Nombre d'actions diluées :		
- nombre d'actions émises à la clôture de l'exercice	3 476 961	2 173 101
- options de souscription d'actions		
Nombre d'actions moyen pondéré avec dilution	3 476 961	2 173 101
Economie nette d'impôt de frais financiers sur instruments dilutifs (en Keuros)		
Résultat dilué par action (part du groupe)	-0,22	-1,48

8. ACTIFS NON COURANTS

8.1. Dépréciations d'actifs

Les tests de dépréciation sont réalisés au moins une fois par an pour les unités génératrices de trésorerie (pôles), en application des normes IFRS, généralement lors de la clôture annuelle. Ils sont effectués sur la base d'une estimation de résultat et des perspectives arrêtées pour les exercices suivants.

Il n'est pas apparu d'indice de perte de valeur qui amènerait à remettre en cause les tests de dépréciation réalisés à la clôture 2009.

8.2. Immobilisations incorporelles

Désignations	Concess. brevets licences marques	Droits au bail et fonds de commerce	Autres immob. incorporelles	Total
Valeurs brutes				
Au 30 sept. 2009	38 153	8 474	8 100	54 727
Impacts des variations de périmètre				0
Acquisitions		167	189	356
Cessions, sorties et reclassements	-13	-304	-26	-343
Ecarts de conversion	5		430	435
Au 31 mars 2010	38 145	8 337	8 693	55 175
Amortissements et pertes de valeur				
Au 30 sept. 2009	-758	-1 085	-5 174	-7 017
Impacts des variations de périmètre				0
Dotations	-48	-3	-415	-466
Cessions, sorties et reclassements	14	-1	24	37
Ecarts de conversion	-4		-374	-378
Au 31 mars 2010	-796	-1 089	-5 939	-7 824
Valeurs nettes				
Au 30 sept. 2009	37 395	7 389	2 926	47 710
Au 31 mars 2010	37 349	7 248	2 754	47 351

8.3. Immobilisations corporelles

Désignations	Terrains et construct.	Matériels et installat.	Autres	Immob. en cours + avances	Total
Valeurs brutes					
Au 30 sept. 2009	29 148	26 015	20 164	57	75 384
Impacts des variations de périmètre					0
Acquisitions	315	474	1 208		1 997
Cessions, sorties et reclassements	433	-101	-1 578	-6	-1 252
Ecarts de conversion	124	87	201		412
Au 31 mars 2010	30 020	26 475	19 995	51	76 541
Amortissements					
Au 30 sept. 2009	-15 057	-20 541	-12 694	0	-48 292
Impacts des variations de périmètre					0
Dotations	-784	-895	-1 401		-3 080
Cessions, sorties et reclassements	-418	86	1 403		1 071
Ecarts de conversion	-42	-43	-112		-197
Au 31 mars 2010	-16 301	-21 393	-12 804	0	-50 498
Valeurs nettes					
Au 30 sept. 2009	14 091	5 474	7 470	57	27 092
Au 31 mars 2010	13 719	5 082	7 191	51	26 043

Les immobilisations corporelles incluent des constructions en locations financements pour une valeur nette de 290 K€ au 31 mars 2010, contre 319 K€ au 30 septembre 2009.

9. BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

9.1. Stocks et en-cours

Désignations	2010	2009
	Au 31.03	Au 30.09
Matières premières	7 626	7 491
- Dépréciation des matières premières	-814	-669
Produits et travaux en-cours	1 295	2 268
- Dépréciation des en-cours		
Produits finis	8 786	7 417
- Dépréciation des produits finis	-227	-262
Marchandises	46 388	59 711
- Dépréciation des marchandises	-3 164	-3 724
Total	59 890	72 232

9.2. CRÉANCES CLIENTS

Désignations	2010	2009
	Au 31.03	Au 30.09
Créances clients et comptes rattachés	62 367	71 095
- Dépréciation pour créances douteuses	-3 388	-3 094
Total	58 979	68 001

Le Groupe a mis en place en septembre 2008 des lignes d'affacturage sur plusieurs sociétés françaises. Certaines créances avaient été initialement déconsolidées après une analyse des contrats au regard de l'application de la norme IAS 39.

Suite à la renégociation de ces contrats en avril 2009, la totalité des créances cédées au factor restent désormais inscrites au bilan car les critères d'IAS 39 ne sont plus respectés.

Le tableau ci-dessous présente les effets du changement de traitement de ces créances.

	31.03.2010	31.03.2009
Créances clients hors affacturage	51 175	61 870
Affacturage non déconsolidant	11 192	1 652
Créances clients présentées au bilan	62 367	63 522
Affacturage déconsolidant		10 603
Total	62 367	74 125

10. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges (part à court terme et part à long terme) évoluent de 5 701 K€ au 30 septembre 2009 à 5 047 K€ au 31 mars 2010. Les principales évolutions sont les suivantes :

- une diminution de 490 K€ des provisions pour restructuration notamment due aux suites des plans sociaux engagés préalablement chez Eider et Le Chameau,
- une reprise de provision de 150 K€ sur un contentieux fiscal d'Oxbow au Benelux.

11. DETTES FINANCIÈRES ET TRESORERIE

11.1. Dettes financières nettes

Désignations	2010 Au 31.03	2009 Au 30.09
Emprunts à long et moyen terme	36 677	43 456
Autres emprunts à long et moyen terme	106	611
Dettes financières à long et moyen terme	36 783	44 067
Emprunts exigibles	12 697	11 634
Concours bancaires à court terme	18 987	25 353
Autres financements à court terme	35	35
Intérêts courus	95	116
Dettes financières à court terme	31 814	37 138
Disponible	-10 545	-10 309
Trésorerie nette	58 052	70 896

Plus précisément l'apurement des emprunts pour un montant de 49 374 K€ est le suivant :

Exercices	2009/2010	2010/2011	2011/2012	2012/2013	Au-delà de 2012/2013
Montants à rembourser	6 308	12 336	11 631	11 296	7 803

Les emprunts à long et moyen terme ont été souscrits en euros.

La quasi-totalité des emprunts et crédits (47 088 K€) incluent des "covenants" financiers évalués à la fin de chaque exercice en tant que "garanties", pouvant conduire à une exigibilité anticipée de ces crédits. Ceux-ci ont été harmonisés dans l'ensemble des contrats afin de retenir les mêmes définitions et les mêmes ratios. Les ratios retenus sont Dettes financières nettes/Ebitda et Dettes financières nettes/ Capitaux propres.

Ces ratios sont calculés lors de la clôture annuelle des comptes. Au 30 septembre 2010, le Groupe doit afficher des ratios inférieurs aux valeurs suivantes :

Ratio	2010
Dettes financières nettes/ Ebitda	<4,5
Dettes financières nettes/Capitaux propres	<1

Dans l'hypothèse où un covenant ne serait pas respecté, le contrat prévoit que la société doit prévenir officiellement les banques et que celles-ci sont tenues à un délai de réflexion avant de prononcer une éventuelle exigibilité.

A titre de garantie des financements moyen terme, les banques bénéficient des nantisements prévus au contrat syndiqué : nantissement de la marque Lafuma, des titres Oxbow, Le Chameau et Millet.

Les financements à moyen terme hors crédit syndiqué bénéficient des mêmes garanties inscrites en second rang ainsi que d'une hypothèque sur le site d'Anneyron où se trouve le siège social du Groupe.

Les banques ont confirmé leurs engagements bancaires à court terme jusqu'au 30 juin 2010 en ce compris les lignes d'ouverture de crédits documentaires dont le montant a été ajusté aux besoins du Groupe.

En mai 2010, le Groupe et les banques ont signé un protocole d'accord par lequel celles-ci s'engagent à renouveler pour un période de un an les lignes de financement court terme suivantes :

- découverts et crédits de trésorerie : 30 000 Keuros,
- crédits documentaires : 20 625 Keuros,
- escompte commercial : 2 280 Keuros.

En contrepartie, le Groupe a accepté de souscrire une garantie délivrée par Oséo à hauteur de 40% des financements court terme.

11.2. Coût de l'endettement financier net et autres produits et charges financiers

Désignations	2010 6 mois	2009 6 mois
Produits de trésorerie et équivalents de trésorerie :	1	14
Intérêts et charges financières assimilées	-1 760	-1 991
Escompte	-772	-731
Charges liées aux couvertures de taux	52	-649
Coût de l'endettement financier brut :	-2 480	-3 371
Total	-2 479	-3 357

12. AUTRES INFORMATIONS

12.1. Passifs éventuels

A notre connaissance, il n'existe pas d'autre passif pouvant avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine de la société Lafuma SA et de ses filiales.

12.2. Evénements postérieurs à la clôture

Réorganisation Le Chameau

La société Le Chameau a engagé en avril 2010 une procédure d'information et de consultation des représentants du personnel en vue de la restructuration industrielle du site de Chateauvillain et du recentrage des activités de fabrication de bottes haut de gamme sur le site de Pont d'Ouilly en Normandie. Cette restructuration concerne 45 salariés.

Création d'une joint-venture en Chine

Lafuma a signé un protocole d'accord avec le groupe coréen LG Fashion en vue de la constitution d'une joint-venture pour le développement de la marque Lafuma en Chine. Cette société sera opérationnelle à compter de la saison de l'hiver 2010/2011.

En conséquence, Lafuma a racheté à son partenaire Toronto les 50% du capital qu'il détenait dans la société Lafuma Toronto Holding chargée jusqu'à présent de l'exploitation de la marque Lafuma en Chine. Cette société est destinée à arrêter cette activité au profit de la nouvelle joint-venture.

Attestation du rapport financier semestriel:

« J'atteste, à ma connaissance, que les comptes résumés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice ».


Philippe Joffard
Président-Directeur Général